

## REFERENTIEL ACTIVITES – COMPETENCES – CERTIFICATION DU INTERVENTION CIVILE DE PAIX

Activités	Compétences	Indicateurs de suivi/mesure	Modalités d'évaluation	Critère d'évaluation
<p>Mobiliser les principes et outils juridiques qui fondent l'intervention civile de paix</p> <p>Décrypter l'actualité économique, sociale et politique des pays ou régions d'intervention (connaissance et usage des bases de données socio-économiques)</p> <p>Analyser des situations de conflits (cycle des conflits, cartographie des acteurs, iceberg de la culture etc..)</p> <p>Se préparer au départ</p> <p>Accompagner des personnes menacées,</p> <p>Observer des manifestations, des procès d'exhumations, des élections, des médiations locales, des interpositions...</p> <p>Appliquer les principes de l'action non-violente</p> <p>Mobiliser les outils de la communication de crise, permettant le contrôle des rumeurs et respecter les enjeux de la confidentialité.</p> <p>Identifier ses propres forces et limites en situation de tension</p> <p>Assurer sa sécurité personnelle et de premiers secours</p> <p>Appliquer les bases de la régulation des conflits et de la médiation</p> <p>Agir et s'adapter dans contexte</p>	<p><b>1) Analyser juridiquement des situations de violation de droits</b> (Droit International Humanitaire (DIH), Droits de l'Homme, Droit des réfugiés, droit local) de façon à déterminer les leviers d'action possibles et les niveaux d'intervention associés pour les présenter aux responsables de programmes afin que des décisions rapides et adaptées puissent être prises et que les violations décroissent ou cessent.</p>	<p>► Délai entre les premiers rapports et la mise en place des premières mesures</p> <p>► Nombre de plaintes pour violation auprès des autorités nationales et internationales</p> <p>► Evolutions des déclarations « spontanées » (non-sollicitées) des personnes les plus vulnérables auprès des équipes d'intervention.</p>	<p><b>Courte simulation en mode 'Fish bowl'</b> Un scénario est joué devant un cercle d'étudiants. Ces derniers observent la scène et les étudiants qui interviennent en sachant que les facilitateurs peuvent leur demander d'intervenir à tout moment. Les facilitateurs observent les intervenants mais aussi les observateurs. Une séance de débriefing collectif permet de relire les interventions et de partager les observations. Un débriefing personnel peut également être nécessaire si des éléments sensibles de la personnalité des participants ont émergé.</p> <p>Évaluation personnelle dans le cadre d'un exercice collectif.</p> <p><b>Cas d'étude de violation des droits humains</b> Évaluation individuelle, écrite, déposée en ligne (et vérifiée par le logiciel anti-plagiat URKUND)</p>	<p>Le positionnement du participant à trois étapes de l'exercice (intervention ; observation ; débriefing) :</p> <p>Acteur : prudence verbale et gestuelle, attention au contexte culturel, capacité à écouter, reformuler, initier et soutenir le dialogue, la retenue et la capacité à tenir l'échange afin de permettre à des solutions locales d'émerger.</p> <p>Observateur : attention et capacité à être présent même quand on est pas au cœur de l'action ; observation et concentration ;</p> <p>Débriefing : usage de la communication non-violente</p> <p>La capacité à décrire et à analyser une situation de conflit ; à documenter précisément une violation à partir de sources d'information pertinentes, fiables, croisées ; à rechercher des sources d'information et à les croiser ; capacité à identifier des textes de loi pertinents et les niveaux d'action en jeu. Niveau de français écrit; capacité de description et d'argumentation, de référencement des sources d'information.</p>
	<p><b>2) Pratiquer l'écoute active et la communication non-violente</b> pour recueillir au jour le jour la parole des partenaires et acteurs locaux (armés et non-armés, institutionnels comme informels) dans l'objectif de cartographier les différents types de violence pour identifier les lieux, les moments et les types de patrouillage préventifs (accompagnement, patrouilles d'observation, circulations en navette) permettant de sécuriser l'espace public.</p>	<p>► Evolution de la présence et de la circulation des minorités et personnes traditionnellement vulnérables (personnes âgées, enfants, femmes, personnes handicapées) dans l'espace public</p> <p>► Nombre d'activités citoyennes sans violence (ex : débats publics ; pétitions ; manifestations ;</p> <p>► Mise en place d'un processus d'observation citoyenne d'élections).</p>		
	<p><b>3) Établir des réseaux de communication multi-niveaux</b> afin de maintenir une présence tierce stable, ouverte et proactive permettant d'ouvrir les espaces de dialogue et de formations aux outils de protection (« protection egg », confidentialité de l'information, etc.) et d'activer des réseaux d'alerte si nécessaire.</p>	<p>► Nombre de visites « spontanées » de personnes locales auprès des intervenants</p> <p>► Evolution des demandes de formation (gestion confidentielle de l'information ; premiers secours, droits des migrants, etc.)</p> <p>► Mise en place et maintenance de plate-formes d'alerte partagées.</p>		
	<p><b>4) Sur demande, effectuer rapidement, efficacement (parfois en confidentialité) des médiations locales</b> (navettes ou discussions) pour rétablir la communication entre acteurs locaux de conflit, afin de croiser et vérifier les informations dans l'objectif d'éviter la diffusion de rumeurs et, ainsi, de limiter les escalades de représailles, notamment lors de crises.</p>	<p>► Mise en place de hotlines, de système de communication directe entre protagonistes ou via les intervenants civils de paix; lors de crises, les acteurs de conflit vérifient leurs informations avant d'agir.</p>		
	<p><b>5) Rapporter les faits de façon concise</b> et communiquer en respectant les règles organisationnelles (formats, deadlines, codes radio) et notamment celles de la confidentialité de façon à établir un suivi de zone documenté, utile et nécessaire pour les actions d'analyse et de plaidoyer de l'organisation d'envoi.</p>	<p>► Nombre de vol ou de manipulation de données/d'informations ; existence ou non de controverse publique sur la mission ;</p> <p>► Evolution des frictions organisationnelles et des coûts de gestion de la mission.</p>		

## REFERENTIEL ACTIVITES – COMPETENCES – CERTIFICATION DU INTERVENTION CIVILE DE PAIX

interculturel	<p><b>6) Comprendre et gérer le stress</b> pour éviter les burn-out dans les équipes ou les repérer rapidement et évacuer, ceci afin de stabiliser les équipes, d'assurer la pérennité du suivi des actions, d'éviter le turnover, enfin de baisser les coûts de la mission.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nombre d'arrêts maladie, de burn-out et d'évacuation</li> <li>▶ Un turnover régulier et contrôlé ; nombre de retours de mission positifs et sereins, valorisables par l'organisation.</li> </ul>		
	<p><b>7) Respecter et faire respecter les procédures de sécurité</b> pour se protéger, protéger ses collègues et partenaires, afin d'éviter les accidents de sécurité sources de coûts importants et de perte de légitimité et de la mission.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nombre d'incidents de sûreté (accidents domestiques, médicaux, de la route, criminalité commune) et d'incidents de sécurité (attaques ciblées du fait de la mission) ;</li> <li>▶ Nombre de blessés et morts dans les équipes internationales et locales et dans les partenaires.</li> </ul>		